

PROCÈS DE L'AFFAIRE KBC

Mounia, Riadh et Mehdi retrouvent la liberté

Explosion de joie dans la salle n°3 du tribunal de Sidi M'hamed. Il y a à peine deux minutes, le président de la cinquième chambre correctionnel a rendu son verdict dans l'affaire KBC. Mounia Nedjaï, directrice au ministère de la Culture, est condamnée à un an de prison avec sursis. Le directeur de la chaîne de télévision privée KBC, Mehdi Benaïssa, et son directeur de production Riad Hartouf éclopent de six mois avec sursis.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les trois mis en cause dans cette affaire ont retrouvé leur liberté, hier en fin d'après-midi, soit l'accomplissement des formalités et autres procédures pénitentiaires au niveau de la prison d'El Harrach. Mais avant cette ultime étape, soit quatre jours auparavant, le représentant du ministère public a requis deux années de prison avec sursis aux trois mis en cause, avant que la dizaine d'avocats de la défense n'intervienne et plaide la relaxe.

En effet, c'est un des moments forts que le tribunal de Sidi

M'hamed a vécu hier à l'occasion de la tenue du procès de l'affaire KBC. Le procès en lui-même n'a débuté que vers les coups de 10h30 dans une salle d'audience pleine à craquer.

Parents, collègues de travail, amis et surtout un grand nombre de journalistes étaient tous là pour suivre le procès mais également pour exprimer leur solidarité avec les trois accusés.

Avant d'entamer l'étude du dossier, le magistrat a procédé à la vérification de l'identité des trois mis en cause avant de poser les premières questions.

C'est M^{me} Mounia Nedjaï, directrice au ministère de la Culture, qui était la première à être entendue par le juge.

Cette dernière avait reconnu implicitement son erreur dans le traitement du dossier qui lui a été présenté par le producteur et directeur de la chaîne de télévision privée KBC, Mehdi Benaïssa.

Répondant avec beaucoup d'humilité, la directrice au niveau du ministère de la Culture avait à maintes reprises porté à la connaissance du magistrat que c'était une erreur d'inattention.

Pour sa part, Mehdi Benaïssa a déclaré «je ne savais pas que le dossier du registre du commerce déposé au niveau du CNRC était incomplet, car je n'avais rien reçu de la part des responsables en charge de ce dossier au niveau du CNRC. Mon intention était loyale. Jamais je n'ai pensé que je commenterai un faux», a-t-il ajouté.



Photo : DR

Moment fort au tribunal d'Alger.

De son côté, le directeur de production Riad Hartouf avec lequel le juge n'a pas trop tardé dira que «les événements se sont produits deux mois après mon intégration au groupe». Cela dit, les plaidoiries des avocats de la défense étaient un moment fort de ce procès. M^e

Sadat Fetta ou encore l'avocat Khaled Berguel ont tenu la dragée haute durant leur intervention. Au total, la dizaine d'avocats ont plaidé la relaxe sous les applaudissements d'une assistance qui a suivi le procès de bout en bout.

A. B.

LE CODE ÉLECTORAL VOTÉ AUJOURD'HUI AU SÉNAT

Les sénateurs sur les pas des députés de la majorité

Ambiance tout autre que celle ayant prévalu il y a quelques jours à l'APN, hier lundi, au Conseil de la nation à l'occasion des débats autour des deux projets de lois portant code électoral et haute instance indépendante de surveillance des élections.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et pour cause, les membres de la Chambre haute du Parlement n'ont pas été assez nombreux comme ceux de la Chambre basse, à intervenir. A peine une trentaine, 26 plus exactement dont une grande majorité a préféré agir par écrit, une dizaine seulement a opté pour des interventions liquidées la matinée avant la séance de l'adoption prévue ce matin.

Un verdict qui ne fait pas l'ombre d'un doute quant à une adoption à l'unanimité, à l'exception des sénateurs du FFS qui ont opté, comme leurs camarades députés, pour le boycott de tout débat autour des projets de lois découlant de la nou-

velle Constitution adoptée le 7 février dernier.

En effet, les intervenants ont tous applaudi les deux projets de loi, se limitant à quelques réserves. Comme celle portant assainissement des fichiers électoraux des multiples inscriptions.

Comme pour pervertir la revendication des partis de l'opposition portant inscriptions en bloc des éléments des divers corps constitués ou encore la mise à leur disposition du fichier électoral national.

Aussi, certains sénateurs n'ont pas manqué l'occasion de plaider la cause des nombreux élus locaux, pour la plupart issus du duo FLN-

RND, traînant des affaires devant la justice.

Autrement dit, pas une réserve sur les fameux articles de la discorde ayant poussé l'opposition parlementaire à l'APN à boycotter la séance de vote. Pour ceux qui ont évoqué les seuils de 4% de suffrages exprimés lors des derniers scrutins exigés des partis pour prétendre prendre part aux prochaines joutes électorales, faute de l'obligation d'un certain nombre de paraphes d'électeurs, c'est pour épouser l'argumentaire du département de l'intérieur et des collectivités locales objectant de «mettre de l'ordre» dans la scène politique nationale, polluée qu'elle est par ces micro-partis dont l'existence se limite aux périodes électorales pour disparaître aussitôt.

M. K.

TAYEB ZITOUNI AU SUJET DE LA RÉCUPÉRATION DES CRÂNES DE RÉSISTANTS :

«Des entraves juridiques ralentissent le processus de récupération»

Tout en rappelant que le nombre des disparus durant la guerre de Libération est de 2 000, hier le ministre des Moudjahidine en visite de travail à Oran a indiqué que la question de la restitution des crânes de résistants algériens du début de la colonisation française, dont les restes mortuaires sont au musée de l'Homme de Paris, connaît une entrave juridique.

«La France doit revoir ses textes juridiques qui stipulent que ces crânes font partie de son patrimoine, alors qu'il s'agit de moudjahidine qui ont contribué à la Révolution algérienne. Une demande officielle leur a été adressée afin que ce qui reste de ces hommes, au parcours digne, soit enterré avec tous les honneurs».

La démarche de récupérer ces crânes est menée, dira le ministre Tayeb Zitouni, par la voie du ministère des Affaires étrangères et de l'ambassade d'Algérie en France en étroite collaboration avec le ministère des Moudjahidine.

A. B.

POINT DE VUE

Pseudo-coup d'État, coup d'État précipité ou dissidence

Le 15 du mois courant, la Turquie vit une insurrection militaire menée par quelques officiers de son armée apparemment en situation de désobéissance ou en «désaccord» avec leur état-major. La composante des conjurés laisse penser que l'opportunité du renversement du régime a été examinée en haut lieu. Mais, loin du centre de décision, les exécutants n'ont pas hiérarchisé les priorités. L'engagement des forces armées turques sur les différents fronts régionaux et interne devait tempérer l'élan des résidus kémalistes.

En effet, l'audience internationale acquise par le PKK dans leur lutte pour l'autonomie du Kurdistan, la gestion de Daech, le soutien de l'opposition armée syrienne auxquels s'ajoutent les troubles internes en réaction aux réformes menées par le prési-

dent Recep Tayyip Erdogan et rejetées par l'opposition politique, exigent des forces armées une disponibilité entière de leur capacité opérationnelle.

La destruction en vol d'un avion de combat russe suite à une erreur d'appréciation du champ survolé par cet appareil a certainement exacerbé les tensions au sein de l'armée. De même, les déclarations du président Erdogan inadéquates dans ce genre de situation où l'OTAN qui au contraire devait rappeler à l'ordre son allié, avait vu l'occasion d'affaiblir la capacité de déploiement des forces turques en vue de la dislocation du Moyen-Orient, n'ont pas manqué de générer un malaise au sein du commandement militaire.

Dans leurs déclarations, lors de l'engagement de leurs forces

pour déposer le président élu Erdogan, les conjurés considéraient leur acte conforme à la constitution du pays dont ils sont garants. Erdogan serait déviationniste, la République laïque étant menacée, souci que l'opposition politique avait, auparavant, fortement exprimé par ses manifestations brutalement réprimées.

Cette opposition, consciente des dangers qui menacent l'unité de la nation, n'a pas soutenu les putschistes contrairement au cas égyptien. La réaction des forces de sécurité et des services de renseignement, restés légalistes, l'intervention de l'aviation contre les blindés discréditèrent la conspiration. La réponse immédiate de la population à l'appel du président de la république isola les conjurés.

Cette aventure qui, si elle avait abouti, aurait amené la Turquie

dans une guerre civile sans précédent, appelle le commandement militaire turc à se pencher sur l'état du moral de la troupe mis à épreuve par les effets d'un état d'alerte maximale qui dure depuis au moins quatre ans. Le président turc ne manquerait certainement pas de faire le bilan de sa politique étrangère et de ses engagements militaires qui ont aggravé l'instabilité de ses voisins et menacent la cohésion sociale de son pays.

Un coup d'Etat a ses règles. L'adhésion des forces de sécurité de manière générale, de la classe politique et des élites du pays sont les conditions de réussite du renversement du régime. L'état de déliquescence du pouvoir en place et les difficultés supportées par les masses laborieuses justifient et renforcent la crédibilité de l'acte. L'opération doit nécessairement

commencer par la neutralisation du président et cette négligence fut fatale aux conjurés. Sous cet angle, les putschistes turcs apparaissent comme des amateurs pas comme une alternative salutaire.

Des coups d'Etat qui répondent à un état d'esprit ou à des considérations subjectives se sont tous conclus par des dégâts avant d'échouer lamentablement (les généraux colonialistes contre le président français De Gaulle, en Algérie contre le président Boumédiène, l'arrière garde soviétique contre Mikhaïl Gorbatchev au mois d'août 1991, au Mali avec le capitaine Sanogo...), les autres bien préparés n'ont pas fait mieux pour leurs nations. A chaque histoire son début, sa fin.

Mohamed Khalfaoui,
Officier de l'ANP à la retraite